25 février 2011 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Point de presse conjoint de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Abdullah Gül, Président de la République de Turquie, sur les relations franco-turques, la situation politique dans les pays arabes et sur la position de la France face à l'adhésion éventuelle de la Turquie à l'Union européenne, à Ankara (Turquie) le 25 février 2011.

M. ABDULLAH GUL -- Mesdames et Messieurs les éminents membres de la presse, nous avons accueilli le Président de la République française, Nicolas SARKOZY, qui est venu pour une visite de travail dans notre pays. Nous avons eu un entretien très fructueux, d'abord en tête à tête et, ensuite avec nos délégations.

La France est un pays avec lequel nous avons des relations historiques qui remontent à cinq siècles, une amie de la Turquie. C'est un grand pays enraciné. La Turquie a toujours accordé une grande importance à ses relations avec la France et elle est parfaitement consciente du rôle moteur que la France joue en Europe. Dans ce cadre, nous sommes déterminés à développer, à renforcer encore plus les relations entre la France et la Turquie. Nous sommes tout à fait déterminés.

Le Président SARKOZY réalise cette visite en tant que Président du G20. Nous en avons parlé ensemble. Aucun président de la République française ne s'est rendu en Turquie en visite d'Etat depuis 1992. C'est pourquoi que je lui ai dit que nous aimerions le recevoir aussi en visite d'Etat et M. le Président a dit qu'il avait envie également de venir en visite d'Etat. Nous serions très heureux de l'accueillir à cette occasion aussi.

La Turquie et la France sont deux pays à la fois européens et méditerranéens. Nous avons donc beaucoup d'intérêts communs, nous avons beaucoup de sujets communs à aborder. Dans cet entretien, nous avons débattu ensemble, de façon très large et en toute sincérité, de toute une série de sujets qui relèvent de nos intérêts communs. Nous avons parlé de nos convergences comme nous avons parlé en toute franchise de nos divergences.

Quand on regarde nos relations bilatérales, nous voyons avant tout à quel point elles sont enracinées dans le passé, depuis François 1er et Soliman le Magnifique. Cette alliance nous a menés jusqu'à aujourd'hui, elle se poursuit et va se poursuivre, j'en suis persuadé.

Nous sommes également ensemble au sein de l'OTAN, nos échanges économiques ont atteint 12 milliards d'euros et nous savons que le potentiel va bien au-delà de ce qui existe aujourd'hui. Il y a, à l'heure actuelle, à peu près 2 000 entreprises françaises qui sont actives en Turquie et je suis persuadé que nos relations économiques vont encore progresser.

Le Président SARKOZY a ouvert plusieurs sujets importants en tant que Président du G20, sur la nécessité de remettre sur ses rails le système économique mondial, de manière à éviter les crises financières économiques à répétition £ il a pensé à certaines mesures dans ce domaine. Nous sommes tout à fait d'accord avec lui sur ce sujet et nous lui apportons notre soutien pour le G20 de Cannes. Nous accordons beaucoup d'importance aux travaux qui sont fait dans ce domaine

de Cannes. Nous accordons beaucoup d'importance aux travaux qui sont fait dans ce domaine.
Une des dimensions très importantes de notre entretien était, bien entendu, nos opinions sur l'Union européenne. Comme vous le savez, la Turquie mène depuis 2004-2005 des négociations d'adhésion à l'Union européenne. C'est une stratégie d'Etat de la Turquie et notre attente, c'est le respect des engagements donnés, la règle du pacta sunt servanda. Toute l'Union européenne nous a donnés des promesses et nous souhaitons que ces promesses soient tenues et qu'elles nous permettent d'achever avec succès le processus de négociation. Une fois que ce processus de négociation sera achevé, il est clair que certains membres de l'Union, la France ou l'Autriche, ont déjà décidé de faire des référendums au sujet de l'adhésion de la Turquie. Bien entendu, nous respecterons la décision de ces pays le jour venu, mais nous souhaitons que tout le monde nous aide à faire fonctionner ce processus de négociation. J'ai fait part de notre attente au Président SARKOZY et je lui ai dit à quel point c'est l'un des sujets les plus sensibles pour la population de Turquie. Et que notre attente était que ce processus de négociation ne soit pas bloqué de façon artificielle. C'est ce que je lui ai dit, et je dis cela pour toute l'Union, bien sûr, pas simplement pour la France.
Par ailleurs, nous avons également abordé d'autres sujets, comme les derniers développements au Moyen-Orient qui sont extrêmement importants. Nous sommes également des pays méditerranéens et ce qui se passe sur l'autre rive de la Méditerranée nous intéresse de très près. Nous souhaitons que ces pays puissent atteindre la quiétude le plus rapidement possible, la démocratie, l'État de droit, le respect des droits et des libertés fondamentales et qu'il n'y ait aucun chaos dans cette région. Nous souhaitons que ce processus de changement puisse s'achever avec succès dans l'ensemble de cette région. Nous avons partagé nos points de vue là-dessus et sur tous ces sujets, entre la France et la Turquie, il y a beaucoup de choses que nous pourrons faire ensemble. C'est ce que nous avons constaté.
Je remercie le Président SARKOZY pour nous avoir également parlé en toute franchise et nous en avons fait de même et j'espère que, comme je l'ai dit au début, nous l'accueillerons pour une visite d'Etat plus importante à une date de sa convenance. Encore une fois, bienvenue Président SARKOZY.
LE PRESIDENT -- Merci, Monsieur le Président GÜL. Je voudrais dire combien je suis heureux d'être en Turquie à l'invitation du Président GÜL qui est un homme que j'apprécie, avec qui j'ai souvent eu l'occasion de débattre et que j'avais eu le grand plaisir de recevoir en France £ et qui est un homme d'expérience, un homme de grande sagesse et en même temps un homme de conviction.
Il n'y avait donc pas eu de président français en Turquie depuis 1992. Dix-neuf années, c'est trop long. Et je suis très heureux d'être celui qui met un terme à cette parenthèse de dix-neuf années sans visite. J'ai répondu à l'invitation du Président GÜL pour cette visite de travail pour deux raisons. La première, c'est que je crois très profondément et depuis longtemps au rôle essentiel de la Turquie sur la scène internationale £ rôle qui est dû à l'importance et à l'ancienneté de son histoire, de la civilisation, les valeurs qu'elle porte, et à la situation géographique particulière qui lui permet d'être un pont entre l'Orient et l'Occident. Le monde a besoin pour sa stabilité d'une Turquie qui prend des initiatives.
J'ajoute qu'en tant que président du G20, il est très important pour la France de pouvoir avoir le soutien de la Turquie sur des sujets aussi difficiles, aussi urgents et aussi complexes que la réforme du système monétaire international qui concerne la Turquie, notamment sur l'afflux des capitaux et leur rôle potentiellement déstabilisant £ et deuxièmement, sur la régulation du prix des matières premières, qui est un sujet essentiel pour la Turquie, qui n'a pas de ressources énergétiques propres et qui est une grande puissance agricole. Ce qui explique, et je l'en remercie, la présence à mes côtés de Bruno LE MAIRE qui joue un rôle essentiel dans le cadre du G20 sur la question de la régulation du prix des matières premières. La Turquie a un rôle essentiel à jouer et ce voyage pour moi est extrêmement important.
J'ajoute que le Président GÜL m'a dit qu'il souhaitait que je vienne en visite d'Etat et je lui ai indiqué que, non seulement j'étais d'accord, mais enthousiaste £ spécialement si cette visite d'Etat pouvait nous conduire à Istanbul qui est sans doute l'un des plus belles villes qu'il m'est

été donné de visiter depuis que je suis en âge de voyager, et j'y suis venu très régulièrement. Si nous pouvions d'ailleurs organiser cette visite d'Etat dans le courant de l'année 2011, cher Président GÜL, se serait pour moi un honneur.
J'en profite d'ailleurs pour dire à mes amis Turcs que, dans le cadre de la présidence du G20, j'ai réservé des visites de travail aux membres les plus importants du G20 : je suis allé déjeuner à Washington pour discuter avec le Président OBAMA £ j'aurai l'occasion de passer une journée de travail dans le cadre du séminaire sur la réforme du système monétaire international à [Nankin] en Chine £ et c'était bien normal que je vienne passer cette journée de travail avec mes amis Turcs, compte tenu de l'importance de la Turquie dans le processus que nous sommes en train d'engager.
J'ajoute que j'ai proposé au Président GÜL -- et je le confirmerai naturellement au Premier ministre ERDOGAN -- que la présidence française serait très heureuse que l'on puisse organiser un séminaire au mois d'avril en Turquie, en accord avec nos amis russes qui jouent un rôle essentiel sur le sujet sur la question de la régulation du prix des matières premières. J'ai cru comprendre que le Président y était favorable. On pourrait parfaitement imaginer une co-animation turque et française. Ce serait un élément décisif, parce que le soutien de la Turquie sur cette question absolument essentielle -- dont je reste convaincu que l'urgence de sa résolution est posée si l'on ne veut pas des émeutes de la faim ou une déstabilisation de la reprise économique --,ce serait un rendez-vous important. On aurait donc un séminaire en Chine au mois de mars sur le système monétaire international et si, mes amis Turcs l'acceptaient, un séminaire de travail au niveau ministériel sur la régulation du prix des matières premières en Turquie.
J'ai également dit au Président GÜL combien nous étions prêts à gérer la présidence française du G20 en partenariat avec eux et par ailleurs à les aider dans le cadre des ambitions légitimes qui sont celles de la Turquie pour jouer un rôle international, notamment dans l'enceinte du G20, dont nous partageons la conviction tous les deux que c'est une enceinte incontournable aujourd'hui.
Nous avons également parlé du nucléaire. J'ai dit la disponibilité de la France pour avoir un partenariat sans limite avec la Turquie sur le nucléaire, ce qui est une façon d'ailleurs de témoigner de notre confiance dans la démocratie turque, dans la stabilité de la société turque et dans le potentiel de l'économie turque.
Nous avons également parlé des questions comme la lutte contre le terrorisme, où la démocratie française est clairement aux côtés de la démocratie turque. Je pense notamment aux souffrances qui sont imposées à tant de victimes innocentes dans la lutte contre le terrorisme en Turquie.
Nous avons un point de désaccord bien connu qui a été rappelé par le Président GÜL, dont nous avons parlé en hommes d'Etat, c'est-à-dire en essayant de comprendre les lignes rouges des uns et des autres pour essayer de trouver des voies d'avenir qui ne conduisent ni à la déstabilisation de l'Europe, ni à l'humiliation d'une société turque sur le chemin de la modernisation. Il convient de ne pas dramatiser les choses. C'est bien connu, chacun a expliqué sa position à l'autre. On ne doit pas nous empêcher d'avoir des rapports importants et surtout de continuer à travailler pour voir comment on peut trouver les voies pour l'avenir qui permettent à la Turquie de cheminer vers sa modernité et qui permettent à l'union politique européenne de conduire un travail déjà bien compliqué dans les circonstances actuelles.
C'était donc un entretien très riche. Je remercie le Président GÜL, très libre et nous avons bien conscience que tout ce que nous pourrons faire pour rapprocher nos peuples et nos sociétés eh bien il nous faudra le mettre en place et je remercie le Président GÜL de ce déjeuner excellent même s'il est vrai -- j'ai fait très attention au moment du dessert -- c'est une information que je porte à la connaissance de la presse internationale qui, j'en suis sûr, sinon aurait douté de l'importance de notre rencontre, presque trois heures de discussions qui ont été très utiles et très riches de mon point de vue.
QUESTION -- Ma question s'adresse au Président SARKOZY. Au Moyen-Orient il y a des développements historiques qui ont une influence sur l'équilibre mondial mais nous constatons que l'Union européenne n'a aucune influence pour orienter ces changements. En revanche, la

Turquie défend les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme qui sont aussi les valeurs européennes. La Turquie est une source d'inspirations, voire même un modèle pour cela et dans cette situation là, au sein de l'Union européenne, seule la France continue à s'opposer à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Ne pensez-vous pas que c'est un manque de vision stratégique et une grande contradiction ?
LE PRESIDENT -- Je vous remercie pour cette question extrêmement modérée. Je félicite le Président GÜL d'avoir des journalistes tellement empreint de confiance dans l'avenir de la société turque. J'aimerais tellement que cela soit parfois le cas en France aussi. Vous êtes donc une inconditionnelle de la Turquie, je vous en félicite et je dis aux journalistes français que l'on peut être journaliste et en en même temps être inconditionnel de son pays, qu'il ne faut pas confondre avec le Président en place. J'ai trouvé votre intervention éminemment sympathique de ce point de vue là.
Quand vous dites que la France est le seul pays d'Europe à avoir cette position, je pense que vous êtes prise dans votre enthousiasme et que vous savez parfaitement que ce n'est pas exact. Je ne reviendrai pas dans le détail de la position que j'ai eue à exprimer. Je pense qu'entre, le « tout adhésion » et l'association dont les Turcs ont eu l'occasion de dire à plusieurs reprises qu'ils ne voulaient pas, il y a un chemin d'équilibre que l'on peut trouver si on regarde cette question avec le souci de l'apaisement et de la vision, pour reprendre votre expression.
Pour le reste sur le Moyen-Orient, j'ai bien noté votre intervention selon laquelle seule la Turquie portait des valeurs de démocratie -- ce qui n'est pas le cas de l'Europe £ on se demande d'ailleurs pourquoi vous êtes si enthousiaste pour y adhérer, Madame, si vous pensez vraiment cela de l'Europe, il y aurait un petit poil de contradiction.
Ce qui se passe au Moyen-Orient, en revanche, vous avez raison, est extraordinairement important et doit être pris avec le plus grand sérieux. Mais je parle dans un pays où le nationalisme signifie quelque chose, où le patriotisme signifie quelque chose, où la fierté nationale signifie quelque chose. Je connais bien la Turquie et pas un seul Turc n'accepterait que de l'extérieur, on décide pour son propre pays ce que doit être l'avenir de son pays, pas un seul. C'est une réalité turque qui ressemble d'ailleurs à une réalité française.
Ce qui se passe au Moyen-Orient appartient d'abord aux peuples du Moyen-Orient. Est qu'est-ce qui s'est passé au Moyen-Orient ? Une chose extraordinaire, c'est que les peuples arabes ont décidé, sans violence, pacifiquement, de prendre leurs destins en main. C'est la nouveauté et rien, Madame, n'était possible sans cette décision des peuples arabes de prendre leur destin en main. Que voulez-vous que nos vieilles démocraties, au sens de l'Histoire, et même que la Turquie fassent si le peuple égyptien, si le peuple tunisien ne sont pas décidés à prendre leur destin en main ? Voulez-vous que vous, les Turcs, vous décidiez à la place des Egyptiens ? Nous les Français à la place des Tunisiens ? Qui l'aurait compris ?
La très grande nouvelle, c'est que ces peuples aspirent à la démocratie, au progrès social, au progrès économique. Tout doit être fait pour les aider et j'ai bien conscience que c'est une responsabilité commune que nous partageons, Europe et Turquie, parce que nous appartenons au bassin méditerranéen, parce qu'il n'y a pas simplement que l'Europe, la Turquie, il y a le bassin méditerranéen que nous avons en partage £ et sans doute il est venu le temps de refonder et de repenser la vision que j'avais de l'Union pour la Méditerranée. L'intuition que l'Union pour la Méditerranée est essentielle reste la même, mais l'Union pour la Méditerranéen, on ne peut pas la construire de la même façon avec la rue arabe qui manifeste pour la démocratie, alors que jusqu'à présent et depuis la guerre on avait plutôt des régimes autoritaires, avec lesquels nous avions des rapports parce qu'ils étaient laïcs et parce qu'il n'y avait pas d'autre solution, d'alternative crédible. Aujourd'hui, il y a cette alternative et je demanderai un Conseil européen sur cette question-là, de l'Union pour la Méditerranée et de l'avenir des relations de l'Europe et des pays du Moyen-Orient, c'est un sujet extrêmement complexe, difficile mais qu'il faut affronter en ayant la perspective de l'avenir.
De ce point de vue, Madame, oui, oui, c'est sans doute un tournant historique, que personne dans le monde n'avait prévu, mais qui arrive à un moment -- début du XXIème siècle -- où il faut que nous en prenions compte et que nous adoptions la nouvelle réalité géopolitique.

que nous en prenions compte et que nous adaptions la nouvelle réalité géopolitique.
QUESTION -- Apparemment sur le dossier de la Libye qui est un drame en ce moment, la France et la Turquie ne sont pas forcément sur la même longueur d'onde. La France prône des sanctions, la Turquie est plus réticente. Je voudrais savoir si vous avez parlé de ce sujet de la Libye et si aussi à un moment donné une intervention militaire ne sera pas envisageable pour stopper KADHAFI, pour arrêter les massacres ? Merci.
M. ABDULLAH GÜL -- Dans tout la région, il y a un changement tout à fait radical qui est en cours et ce changement, ce que les leaders n'ont pas pu faire en fait, ce sont les peuples qui sont en train de le faire. L'instauration des droits et libertés fondamentales dans les régions où il y a eu une grande pression sur ces libertés et droits fondamentaux. C'est le peuple qui prend le relais, puisque les leaders ne peuvent pas faire la réforme dans leur propre pays, ne peuvent pas porter leur pays en élevant les normes démocratiques, de droit et économiques de leurs pays, alors ce genre de réactions deviennent inévitables.
Que ce soit en Égypte, en Tunisie ou aujourd'hui en Libye, nous suivons tout cela de très près et nous le suivions déjà de très près auparavant. Nous nous posions des questions sur ce qui pouvait se passer dans ces pays-là et malheureusement en Libye, il y a beaucoup de pertes humaines et cela nous attriste tous très profondément, nous sommes très sensibles à ce sujet. Il n'est pas question que dans le monde actuel, il puisse se passer des pertes de ce genre, que nous ne pouvons pas accepter, que l'humanité ne peut pas accepter. Il ne faut pas le permettre.
Nous avons toujours nos contacts en ce domaine avec les dirigeants libyens actuels, nous leur parlons en permanence là-dessus et en tant que Turquie, nous exprimons toute notre sensibilité sur ce sujet. Nous espérons qu'on arrêtera les pertes de vies humaines, qu'on y mettra fin et que finalement, comme les peuples le souhaitent, il y aura de nouvelles régulations transparentes, démocratiques. La Turquie y accorde beaucoup d'importance, c'est un principe en fait pour l'ensemble de la région, chacun doit mettre de l'ordre chez soi, chacun doit faire des réformes économiques, politiques, démocratiques en profondeur dans son propre pays et si on ne le fait pas, eh bien ce genre de situation deviendra inévitable. Nous leur avions déjà dit cela auparavant, il y a longtemps. Nous n'avons pas cessé de le dire.
En tant que pays musulman enfin, en tant que pays dont la grande majorité de la population est musulmane, la Turquie est un pays qui pratique la démocratie, l'État de droit, qui a réalisé les critères politique de Copenhague, de l'Union européenne. Toute la région suit cela de très près. Finalement bien entendu, tout le monde se pose la question de savoir : « pourquoi nous n'avons pas cela chez nous aussi ? ». Tout le monde se pose ces questions.
La Libye, historiquement, est un pays dont nous sommes très proches et dont nous sommes amis, c'est pour cela que nous sommes très préoccupés par ce qui se passe là-bas. Nous suivons cela de très près. Nous avons beaucoup d'hommes d'affaires turcs et d'ouvriers turcs qui vivent en Libye. Jusqu'à maintenant, nous avons évacué très rapidement à peu près 10 000 d'entre eux, nous les avons sortis de Libye et nous accordons beaucoup d'importance à la sécurité de nos citoyens là-bas. Bien entendu la sécurité des citoyens de Libye, de tous les Libyens, c'est une question de toute première importance pour nous.
LE PRESIDENT - Moi je ne suis pas sûr qu'il y a désaccord entre la Turquie et la France sur ce sujet. Chaque pays doit tenir compte de sa sensibilité et de son histoire et doit jouer un rôle complémentaire. C'est pareil sur l'Iran.
Je comprends la sensibilité turque sur la question libyenne. De notre côté, s'agissant de la France, notre position est claire : Monsieur KADHAFI doit partir. Les violences répétées, systématiques contre le peuple libyen sont inacceptables et feront l'objet d'enquêtes et de sanctions. J'ajoute que j'ai parlé de cette question, à sa demande, avec le Président OBAMA hier, en demandant une réunion du Conseil de sécurité sur la question libyenne, car il me semble qu'il faudra saisir la Cour pénale internationale, envoyer une commission d'enquête de l'ONU, prendre des sanctions individuelles et collectives pour ceux qui continueraient à collaborer avec Monsieur KADHAFI et engager, comme l'a suggéré le Président GÜL, un vaste plan humanitaire parce que la fuite massive des étrangers aujourd'hui en Libye vers la Tunisie et vers l'Égypte porte en germe des risques de déstabilisation sur des pays qui n'en n'ont pas besoin, au moment de l'histoire de

ces pays, en marche vers la construction de leur démocratie.
S'agissant d'interventions armées, vous savez à quel point la France considère avec énormément de prudence et de réserve toute tentative de cette nature. Il y aurait d'ailleurs une contradiction entre dire : « tous ces pays se libèrent parce que les peuples de ces pays demandent la liberté » et en même temps enclencher je ne sais quelle intervention qui n'aurait comme seul résultat que de créer de la crédibilité pour tous ceux qui, à l'intérieur, crie de manière folle au complot de l'étranger.
Voilà ce qu'est la position de la France. Je crois qu'elle est déterminée et qu'elle est par ailleurs raisonnable. C'est pour cela que le Conseil de sécurité doit se réunir et que le Conseil européen devra se réunir à une date, nous sommes en train d'en parler, pour poser les fondamentaux de notre politique vers le Moyen-Orient, dont j'accepte bien volontiers l'idée que ces fondamentaux ont bougé du fait de ce qui se passe, qui est tout à fait extraordinaire et qui ne doit être regardé avec crainte£ la peur n'est pas une stratégie.
QUESTION -- Je voudrais poser une question au président Nicolas SARKOZY sur la question de l'Union européenne. La décision par rapport à l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne a été décidée par vote unanime de tous les pays européens y compris la France. Votre prédécesseur, Jacques CHIRAC, a signé cet accord, mais en 2007 avec votre accession à la présidence de la République on ne tient plus compte en quelque sorte de cette décision et vous déclarez que la Turquie n'est pas européenne et ne pourra jamais devenir membre de l'Union européenne £ et vous maintenez cette attitude. Ma question n'est pas par rapport à votre attitude £ c'est en tant qu'État que la France a signé une décision, a apposé sa signature sur une décision. De ce point de vue-là, ne pensez-vous pas que cela porte atteinte à votre crédibilité et celle de l'Union européenne ? Qu'en pensez-vous ?
LE PRESIDENT -- Écoutez, vous me posez exactement la même question que votre consoeur, de façon plus apaisée mais la même sur le fond. La décision qui avait été prise, c'est une décision de discussion en vue d'une adhésion. La discussion n'a pas été arrêtée et même sous présidence française deux chapitres ont été ouverts. J'ai toujours considéré que discuter, c'était utile £ et qu'il y avait un chemin entre une perspective d'adhésion, que nous sommes un certain nombre dans l'Union européenne à considérer comme non opportune, et la suppression de toute forme de discussion pour permettre de rapprocher la Turquie, pays immense, et l'Union européenne. C'est exactement ce qui se passe, exactement ce qui se passe. Je n'aurai garde d'ailleurs, en Turquie, de parler de la question chypriote et il y aurait bien du mal à trouver une déclaration de moi sur le sujet, qui sont autant d'éléments qui jalonnent ce processus.
Et je suis de ceux qui pensent que la façon la plus utile de sortir de ce qui risque d'être un jour une impasse, c'est d'essayer de discuter pour trouver les voix d'un compromis. Voilà la position qui est celle de la France. La France l'a toujours exprimée et je vois d'ailleurs avec plaisir qu'avec une position aussi franche et en même temps aussi respectueuse -- parce que lorsque l'on est franc, on est respectueux --, je viens en ami en Turquie et je reçois en ami, en France, le président turc. Je vois que dans d'autres circonstances, on pouvait avoir un discours plus facile, voire plus flatteur pour la société turque et -- si j'en juge par la date de la dernière visite du président de la République française, 1992, que le président GUL a rappelée -- s'abstenir de venir devant nos amis Turcs pour leur expliquer qu'elle était les tenants et les aboutissants de notre position.
Je pense qu'en venant, je fais progresser la compréhension entre nos deux sociétés et nos deux pays, ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas des désaccords. Il y en a d'autres. Sur l'Iran, je considère que la Turquie a un rôle extrêmement important à jouer dans son dialogue avec l'Iran. La Turquie est réservée sur les sanctions, nous sommes pour les sanctions, ce n'est pas un drame, cela ne doit pas nous empêcher de parler. Et la Turquie, qui a un rôle essentiel sur le plan international à jouer, doit comprendre que dans ce rôle, elle a des convictions qui doivent être respectées et que, dans le même temps, un certain nombre de ses partenaires, ce qui n'est pas un drame, n'ont pas tout à fait la même position. C'est cela, un grand pays et la Turquie est un grand pays.

Mais pour que l'on comprenne cela, faut-il encore que des dirigeants comme moi -- et comme je le fais aujourd'hui, et avec la délégation que je conduis --, aient le courage de venir pour expliquer posément, simplement, les données d'un problème. Vous avez des lignes rouges dans votre pays, je les comprends, j'essaie de les intégrer. Il y a une ligne rouge aussi dans mon pays. Vous avez une opinion publique dans votre pays, j'en ai une aussi. Cela ne veut pas dire que nous avons raison, cela veut dire qu'il faut discuter pour trouver les voies d'un compromis. C'est cela qui est important.

QUESTION -- Monsieur le Président, votre ministre des Affaires étrangères, Madame Michèle ALLIOT-MARIE ne vous accompagne pas aujourd'hui dans cette délégation £ elle a par ailleurs écarté ce matin toute rumeur de démission qui circule depuis plusieurs jours. Je voudrais vous demander si vous lui accordez toujours votre confiance au poste de ministre des Affaires étrangères ? Merci.

LE PRESIDENT - Comme vous le savez, je ne réponds jamais à des questions de politique intérieure où que je me retrouve, qu'il s'agisse de Varsovie ou d'Ankara.

Je vous remercie.